

L'Humanité Rouge

Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75 861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

A un mois des élections

DES MILLIERS DE TRAVAILLEURS EN GREVE



Assemblée générale devant le centre de tri de Créteil.

Tandis que la grève continue chez les postiers, malgré le manque de perspectives entretenu par les directions syndicales, d'autres travailleurs entrent en grève dans divers endroits. Ainsi à la Snecma-Corbeil (moteurs d'avions), la direction comptait augmenter les profits en faisant travailler sur deux machines à la fois des ou-

vriers sur machines à commande numérique. Eh bien, dès qu'ils ont appris cette mesure révoltante, ils se sont mis en grève illimitée, le 2 février. A l'Institut National de l'audio-visuel (INA) les travailleurs des quatre centres sont en grève contre le licenciement d'une travailleuse contractuelle et occupent le centre de Bry-sur-Marne. Le centre informatique de la caisse d'allocation familiales de la région parisienne est lui aussi toujours occupé par les grévistes. Les marins de la compagnie de remorqueurs du Havre « Les abeilles », sont en grève depuis une semaine. Divers mouvements de grève ont également eu lieu chez les cheminots, dans l'Allier, dans le bâti-

ment, dans divers établissements scolaires des Hauts de Seine, etc... Alors qu'on est entré en pleine période électorale, où la combativité ouvrière est en générale atténuée, une telle situation est assez remarquable pour qu'on la souligne : en se mettant ainsi en grève, au moment où la gauche promet monts et merveilles, par le moyen des élections, ces milliers de travailleurs témoignent de leur mécontentement vis-à-vis de l'exploitation capitaliste comme de leur volonté de faire confiance avant tout à leurs luttes.

● Maroc

Nouvelle grève de la faim des marxistes-léninistes emprisonnés

Les 139 marxistes-léninistes détenus à la prison de Kenitra et à celle de Casablanca ont recommencé jeudi dernier une grève de la faim, indique mardi « Al-Alam », qui cite les parents des détenus.

Il y a maintenant un an que les 139 marxistes-léninistes furent condamnés après une parodie de procès pour atteinte à la sécurité intérieure de l'Etat.

En novembre dernier, ils avaient entamé une grève de la faim pour protester contre les conditions de détention. Une militante, Saïda

Menehbi est morte des suites de la grève de la faim : à la suite de négociations, le mouvement de grève avait alors cessé, c'était vers la fin du mois de décembre.

Les nouvelles ne peuvent se transmettre facilement dans ce pays où les détenus sont torturés et nous ne connaissons pas les raisons de cette nouvelle grève de la faim mais il est probable que les promesses du gouvernement d'améliorer le sort des prisonniers n'étaient que des mots et qu'alors les marxistes-léninistes ont décidé de reprendre leur grève.

● Tunisie

Les étudiants des facultés de droit de Tunis poursuivent largement la grève des cours malgré les menaces du gouvernement pour qu'ils arrêtent leur mouvement.

Le service d'ordre, renforcé depuis lundi par la

police militaire en tenue de combat est toujours en place à chaque carrefour de la ville. L'état d'urgence et le couvre-feu sont toujours en vigueur depuis le 26 janvier. On ne peut que saluer les étudiants qui poursuivent leur lutte dans de telles conditions.

LES PARTIS ET LA PAYSANNERIE

Résolution du 3e congrès du PCMLF
« Le travail du Parti à la campagne »
PAGES 4 ET 5

ENLEVEMENTS

Le juge Noël Daux, premier juge du tribunal de Lyon, a été enlevé lundi soir. Cette nouvelle affaire, dont on ne connaît pas encore les causes, permet en tout cas au gouverne-

ment d'établir un véritable quadrillage policier dans la région lyonnaise comme on le connaît déjà dans la région parisienne, suite à l'enlèvement du baron Empain.

ARTICLE PAGE 7

Editorial

Edmond Maire dans l'impasse

A la suite du Conseil national réuni par la CFDT du 26 au 28 janvier, Edmond Maire a accordé à l'hebdomadaire « L'Unité » la primeur des analyses et perspectives élaborées par cette instance supérieure triennale de la confédération.

Sans doute pourrait-on critiquer le leader cédétiste pour la caution partisane qu'offre son interview au périodique du Parti socialiste. Il a certes, le droit d'avoir ses préférences politiques, mais sa fonction de secrétaire général d'une centrale syndicale regroupant des militants d'opinions différentes devrait l'inciter à davantage de réserve.

Mais là n'est point notre propos. Chacun sait qu'une minorité très importante d'adhérents de la CFDT n'approuve pas en toutes circonstances l'orientation du secrétaire général.

Ce qui nous semble évident et grave dans les propos d'Edmond Maire, c'est par contre le pessimisme et l'inquiétude. Car ce sont là des réactions que ne justifie nullement la combativité actuelle du mouvement revendicatif, à la seule condition certes, que soient offertes aux travailleurs des propositions d'action concrètes, non-idéalistes ni bureaucratiques, non-parachutées mais décidées de manière démocratique, dans la plus large unité à la base, sous le signe de l'éducation et de l'organisation délibérées de cette ancienne tactique syndicaliste que nous nommons le « tous ensemble et en même temps ».

« Tous ensemble et en même temps », au niveau d'une entreprise, puis au niveau d'une corporation, ou d'une région, pour aboutir enfin au niveau du pays entier.

En plaçant insidieusement la CFDT et sa tactique proclamée « d'union des forces populaires » à la remorque de la gauche, Edmond Maire a engagé la centrale syndicale dans une voie sans issue. Aussi, aujourd'hui, les réalités le contraignent à une prise de conscience qu'il voudrait bien pouvoir éluder. Edmond Maire et le Conseil national de la CFDT s'entêtent « à accorder la priorité à l'union » dont ils excluent les groupes prétendus « d'ultra-gauche » ou les « écologistes-centristes ». Pourquoi cette exclusion ? C'est parce que ce que Maire appelle « ultra-gauche » et les « écologistes-centristes » se refusent à appeler à voter en faveur des candidats de gauche. Ils refusent de soutenir une activité ouvertement antipopulaire, antiouvrière. Mais en vérité de quelle « union » parle donc Maire aujourd'hui, quand les rivalités du pouvoir espéré ont déjà si profondément désuni Parti socialiste, Parti communiste français et CGT, prouvant ainsi que leur accord initial n'était qu'un marchandage électoraliste entre partis politiques et bourgeois.

Les marxistes-léninistes, nombreux dans la CFDT, qui ne sont nullement d'ultra-gauche, proposent aux militants de leur centrale une autre stratégie politique et syndicale, pour la sortir de l'impasse où Edmond Maire l'a conduite. Cette stratégie s'intitule tout simplement la lutte de classe, « classe contre classe », classe ouvrière contre bourgeoisie capitaliste, classe ouvrière contre patronat exploiteur et répressif. Elle seule est susceptible d'ouvrir la voie à des changements réels, et durables, par la préparation patiente et prolongée, nullement limitée aux seules actions revendicatives des syndicats, de l'action révolutionnaire des masses.

Seules, les luttes « classe contre classe » menées par la classe ouvrière et entraînant les masses laborieuses parviendront à réaliser la véritable « union des forces populaires », indispensable pour faire triompher la révolution socialiste.

Jacques JURQUET

● Corne de l'Afrique

L'intervention soviéto-cubaine s'amplifie

Les Éthiopiens ont repris lundi leurs raids aériens sur le nord de la province de Harrarghe. La ville de Djijiga apparaît comme la cible principale de ces raids tenus par le FLSO (Forces de libération de la Somalie occidentale), cette ville est située sur la seule route menant à l'Est, vers la Somalie et à l'Ouest, vers Harrar. Le bulletin du FLSO a annoncé le début de la contre-offensive éthiopienne qui a été lancée à l'aide d'une division blindée, d'artillerie et d'un grand nombre d'avions et affirme que la « majorité des combattants sont des Soviétiques, des Cubains et les membres des forces du Pacte de Varsovie ».

Les Soviétiques aidés par les Cubains ont fomenté cette guerre et ils sont soutenus en cela par Israël. Moshe Dayan a déclaré lundi soir qu'effectivement, « Israël fournissait certaines espèces d'armes à l'Éthiopie », qui est un pays ami.

Quand vous avez lu
le quotidien,
faites-le lire
autour de vous



Prochain objectif de la contre-offensive en Ogaden : la reconquête de Jijiga, que l'on aperçoit derrière ce char détruit par le FLSO, lors de la percée victorieuse de l'été dernier.

TEMOIGNAGE D'UN OFFICIER DESERTEUR

(AFP) Un officier de l'armée éthiopienne réfugié vendredi au Soudan avec onze hommes a affirmé que deux mille experts militaires soviétiques et « des milliers » de Cubains combattent aux

côtés des forces éthiopiennes en Érythrée, dans l'Ogaden, et ailleurs en Éthiopie.

L'officier, un commandant de 37 ans, a précisé, dans une déclaration citée

samedi par l'agence soudanaise de presse « Sonna », qu'en de nombreux endroits où les combats font rage, le nombre de Soviétiques et de Cubains dépasse celui des soldats éthiopiens.

Désintégration de «Cosmos 954»

Aucun danger, selon Moscou

Un cinquième fragment du satellite soviétique « Cosmos 954 », hautement radioactif, a été découvert à 240 km de Yellowknife.

Les radiations qu'il émet sont nettement plus fortes que celles des débris découverts la semaine dernière à Yellowknife, puis à Edmonton. Le spécialiste de la commission de contrôle de l'énergie atomique a déclaré que le niveau de radioactivité de ce nouveau fragment était de 200 roentgens à l'heure : un niveau dangereux pour les hommes et les animaux qui pourraient se trouver à proximité.

« Si quelqu'un tient cet objet pendant une heure, il devient assurément malade. Si cette même personne le tient pendant deux heures, il est probable qu'elle en meure ».

Lundi, l'agence Tass parle enfin de cette affaire qui, jusque là, était passée sous silence tant du côté américain que soviétique. Elle proteste contre le « tapage » fait autour de cette affaire, sans parler des débris radioactifs découverts sur le sol canadien ; l'agence Tass déclare que « comme cela a été prouvé de manière irréfutable, l'accident ne fait courir aucun danger à qui que ce soit ».

Le danger de mort n'étant pas un danger, il n'y a vraiment pas de quoi faire du « tapage », selon elle.

● Tunisie

L'armée a de nouveau fait apparition aux côtés de la police, de la garde nationale et des milices armées afin de renforcer le service d'ordre à l'occasion de la rentrée scolaire. En effet, la rentrée ne semble pas se dérouler comme l'espérait le gouvernement, une grève des cours étant observée par les lycéens et les étudiants.

● Israël

Les membres de la délégation israélienne actuellement à Johannesburg, en Afrique du Sud, ont déclaré qu'Israël peut offrir un bon tremplin pour les exportations sud-africaines vers la CEE. Les exportations israéliennes vers la CEE étant exemptes de taxes, le gouvernement sioniste a décidé de porter secours aux racistes d'Afrique du Sud en leur pro-

posant un moyen d'écouler leurs produits en faisant un maximum de bénéfices.

Par ailleurs, ces deux gouvernements se sont mis d'accord pour développer leurs relations commerciales notamment dans l'intention de promouvoir un développement des « Joint Ventures » (entreprises à participation commune).

Les racistes et les sionistes s'unissent pour tenter de faire face au boycott de ces deux États par les pays du tiers monde principalement.

● Malaisie

La radio « Voix de la révolution malaise » vient de célébrer le 29e anniversaire de la fondation de l'armée de libération nationale malaise, le 1er février.

L'armée de libération est dirigée par le comité central du parti communiste malais présidé par le

● Gabon

400 ETUDIANTS EMPRISONNES

Le 30 janvier 1978, vers 16 h, les forces militaires du régime fantoche de la clique Bongo — police, gendarmerie, armée, garde présidentielle —, déployant un imposant arsenal répressif (chars, chiens policiers, hélicoptères...) ont pris d'assaut le campus de l'université dite nationale du Gabon (UNG) à Libreville, pour briser par la force un mouvement de grève déclenché par les étudiants depuis trois jours en vue de protester contre les dernières mesures du pouvoir, portant gravement atteinte à leurs conditions de vie et d'étude.

Ainsi, plus de 300 étudiants se trouvant à l'intérieur du campus ont été arrêtés, tandis que de nombreux étudiants qui étaient massés à l'extérieur des grilles, se sont volontairement livrés aux forces d'intervention par solidarité avec leurs camarades. Les étudiants arrêtés ont été conduits dans les différents camps de la police, de la gendarmerie et de l'armée de la capitale, où ils ont été bastonnés et torturés ;

tandis qu'était prise la mesure fasciste de fermeture de l'université et d'incorporation forcée de tous les étudiants de l'UNG dans les divers corps de répression, pour un « service militaire » obligatoire de 18 mois aux fins de « rééducation ».

Les étudiants de l'UNG ont été également frappés par les mesures antisociales, notamment la hausse scandaleuse des prix décidée, ces derniers temps par le pouvoir fantoche de la clique Bongo. Par exemple : le loyer en cité universitaire passe de 4 000 à 16 000 CFA, le ticket de restaurant universitaire de 125 à 250 CFA, etc.

Ceux-ci ont donc décidé de protester vigoureusement contre cette atteinte grave portée à leurs conditions matérielles.

(...) La grève des étudiants de l'université de Libreville bénéficie de la sympathie générale des masses populaires à l'intérieur du pays, des compatriotes et des amis à l'étranger.

Communiqué de l'Association générale des étudiants du Gabon
(Extraits)

L'HUMANITE ROUGE BIMENSUEL

No 24 EST PARU

Au sommaire, entre autres : Appel aux travailleurs, du 3e congrès du PCMLF — Campagne unitaire des marxistes-léninistes : pas de désistement — Rennes : des milliers de travailleurs qui ont quitté la terre — Argentine : Marchais et Videla risquent de déchanter — PC italien : le pouvoir à tout prix — Bolivie : une éclatante victoire sur le fascisme — Editorial ouvrier : la CGT a bien changé — Projet Gamin : nos enfants en fiche — Le « Cinéma chinois » par Régis Bergeron — « Mémoires d'extrême-Asie » par Étienne Manac'h.

camarade Chin-Peng. Depuis tout ce temps, elle a scellé une alliance étroite avec le peuple révolutionnaire de toutes les nationalités et remporté de grandes victoires, repoussant de multiples campagnes d'encerclement et de répression du gouvernement militaire.

Une même famille et ses quatre enfants, âgés de 6 mois à 13 ans, ont été tués à Yohmor (Sud-Liban) par les tirs de l'artillerie israélienne. Six localités libanaises, dont Yohmor, situées à 15 km de la frontière, sont pilonnées depuis plusieurs jours par l'armée sioniste.

● Palestine occupée

La police sioniste a arrêté lundi 37 lycéens de Naplouse qui manifestaient pour la deuxième journée consécutive contre les implantations israéliennes en Cisjordanie. Des pressions ont également été effectuées par le gouvernement militaire de la ville, sur les professeurs, les appelant à dénoncer et réprimer leurs élèves.

Au Liban, les crimes sionistes se poursuivent.

● Thaïlande- Kampuchéa

La Thaïlande et le Cambodge (Kampuchéa) viennent de se mettre d'accord pour normaliser leurs relations diplomatiques, sur la base des cinq principes de la coexistence pacifique et du communiqué conjoint signé entre les deux pays le 31 octobre 1975.

Un échange d'ambassadeurs entre les deux pays doit intervenir prochainement.

● Faculté de Nanterre

COMMUNIQUE

De nombreux candidats boycottent un concours de l'ANPE

Ce matin 6 février, 220 candidats et candidates étaient convoqués à l'Université Paris-X de Nanterre pour passer le concours de conseiller professionnel de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE).

A l'entrée de la salle, il est annoncé que sur 220 candidats réunis, il ne serait retenu « éventuellement, après mutation et promotion interne, que deux candidats ».

Face à une première protestation générale, de la salle, une rectification a été apportée : 20 candidats seront retenus et placés sur une liste d'attente.

Nous, candidats et candidates à ce concours, tenons à dénoncer le scandaleux simulacre que représente l'organisation de ce concours. Nombre de candidats sont venus de très loin, du sud de la France notamment, sans aucune information quant au nombre de postes à pourvoir.

A l'heure où le personnel de l'ANPE se met en grève pour obtenir la créa-

tion de postes, nous dénonçons ce concours comme une opération d'intoxication destinée à faire croire que l'administration recrute.

En conséquence, nous demandons le remboursement des frais de déplacement pour tous et l'indemnisation du temps de travail perdu pour les non-chômeurs.

Nous exigeons une mise au point officielle de la direction de l'ANPE.

Nous tenons à mettre en garde la direction de l'ANPE contre toute pression ultérieure sur les candidats chômeurs sommés de s'inscrire à ce concours considéré comme une offre d'emploi et qui ont refusé d'y participer après avoir pris connaissance des conditions de sélection.

Nous nous déclarons solidaires des personnels de l'ANPE actuellement en lutte pour la création d'emplois.

Un grand nombre de candidats qui ont refusé ce concours.

A propos du refus des élus PCF de voter les budgets municipaux

La chasse aux voix s'exacerbe

Les élections municipales de l'an dernier ont amené dans de nombreuses villes et villages, le PS et le PCF à gérer ensemble le budget municipal.

Quand tout allait bien entre PS et PCF, ces deux partis rejetaient en chœur les responsabilités des augmentations des impôts locaux sur le gouvernement et la droite. Maintenant que les choses se sont gâtées, entre les deux principaux partis de gauche, chacun accuse l'autre. Cela fait partie de la chasse aux voix de ces partis en vue des prochaines élections.

Dans plusieurs villes les conseillers municipaux du PCF ont refusé de voter le budget municipal quand la mairie était détenue par le PS. C'est le cas par exemple à Besançon, Dreux, Montpellier, et Villeneuve d'Ascq (Nord).

A Dreux, les six conseillers municipaux du PC ainsi que deux autres proches d'eux avaient participé aux travaux préparatoires et accepté une augmentation de 25 % des impôts locaux. Au moment du vote par le Conseil municipal du budget de l'augmentation des impôts locaux, les élus du PCF ou proches, ont refusé de voter. Bien sûr, ce refus de vote s'est fait au nom de l'intérêt des travailleurs. Il y a fort à parier que ce refus

des élus PCF de voter contre le budget dans des municipalités tenues par le PS découle de consignes de la haute direction du PCF et a pour but de mettre le PS en difficulté.

LE PCF N'EST PAS EN RESTE

Et pourtant, dans les municipalités PCF, les impôts locaux augmentent de la même manière. Il n'y a aucune différence entre des municipalités de droite, du PS ou du PC. La différence c'est que le PCF, dont les dirigeants sont des politiciens qui s'y entendent à tromper le peuple, poussent des clameurs démagogiques contre des augmentations qu'ils font quand même payer aux travailleurs. Il est intéressant de voir

ce que les municipalités PCF font de l'argent des impôts. A Nanterre par exemple, la municipalité fait construire un Hôtel-de-Ville luxueux de 300 millions de francs. Elle fait aussi construire 30 000 mètres carrés de bureaux, fait rénover la cathédrale Sainte-Geneviève etc. par contre à Nanterre, les chômeurs reçoivent toujours des « aides » misérables, les travailleurs immigrés vivent toujours dans des taudis, etc. A Saint-Étienne, aussi, les dépenses de prestige sont élevées. La municipalité de Sanguedolce, maire PCF, a alloué à l'Association sportive (les Verts) 40 millions de centimes et à titre exceptionnel un crédit de 100 millions de centimes, pour faire un stade couvert avec pelouse synthétique. Les subventions aux organisations sportives amateurs s'élèvent, elles, à 250 000 F.

Même si ces subventions sont supérieures à celles de la municipalité Durafour, elles restent maigres et la politique au fond, reste la même que celle de la municipalité précédente.

La municipalité a aussi

augmenté les subventions aux syndicats qui sont passés de 87 200 F en 1977 avec Durafour à 206 000 F en 1978. Sur cette somme, la moitié va à la CGT, 26 % à la CFDT, 7 % à FO, etc. Autrement dit, Sanguedolce se donne des sous. Toujours à Saint-Étienne, la municipalité a supprimé les subventions aux organisations universitaires. En même temps, elle a transféré « l'Université nouvelle » dirigée par le PCF de la Bourse du travail à l'université. Les subventions retirées aux étudiants iront sans doute à cette « Université nouvelle » d'après des bruits qui courent.

Enfin, le PCF se livre à une surenchère démagogique pour que le paiement des impôts locaux soit reporté de quelques mois. A Nanterre, aussi il demande que le paiement soit reporté au 15 mars. De toute façon, cela ne change rien puisqu'il faut payer. Mais il vient d'être battu, une fois n'est pas coutume, par le gouvernement, qui vient de reculer l'échéance de paiement dans certains départements au 31 mars.

● Académie de Versailles

Des licenciements en perspective dans l'Education nationale

Après sa réforme de l'enseignement, Haby s'attaque au personnel non-enseignant des établissements scolaires : les agents et les administratifs (femmes de ménage, personnel des cuisines, secrétaires, etc.)

Il constate que dans certains établissements, ce personnel est en nombre trop restreint (pour qu'il le reconnaisse cela doit être plus que vrai !). Va-t-il embaucher ? Non, car il a aussi constaté que dans d'autres établissements ce

personnel est en trop grand nombre (ce qui est faux, bien sûr). Le ministre va donc supprimer les postes des agents là où ils sont « excédentaires » et va en créer là où ils sont en déficit. Mais il va profiter de l'opération pour réduire le nombre de postes car il en supprimera plus qu'il n'en créera.

Il y a donc des licenciements en perspective. On a commencé à annoncer le nombre des postes qui seront supprimés : 21 postes au lycée de Corbeil, 9 au

lycée d'Orsay, 18 vont être supprimés à Massy et ceci dans plusieurs établissements.

En tout 141 postes vont être supprimés dans l'Essonne, bon nombre d'agents vont devoir changer de lieu de travail avec tous les inconvénients qui en découleront.

Les syndicats CGT et CFDT des personnels concernés appellent à la grève le jeudi 9 février. Ils organisent ce jour-là une manifestation à Versailles.

Correspondant HR

● Saint-Méen-le-Grand (Ille et Vilaine)

Des parents bloquent le car de ramassage scolaire



Le car scolaire immobilisé par les tracteurs et les voitures des parents d'élèves.

A Saint-Méen-le-Grand (Ille-et-Vilaine) soixante et onze élèves des régions de Saint-M'Hervon et de Montauban de Bretagne, arrivent avec trois quarts d'heure d'avance chaque jour à l'école. Ce n'est pas par désir de ponctualité mais parce que le car qui les transporte doit avant l'heure de la classe, effectuer une seconde tournée de ramassage.

Les parents d'élève n'acceptent pas ceci : « Les enfants de la première tournée arrivent à 7 h 45 alors que les cours ne commencent qu'à 8 h 30. Pendant trois quarts d'heure, ils sont livrés à eux-mêmes dans la nuit, le froid et la pluie. Même si les élèves qui vont au collège public peuvent s'abriter sous le préau et dans une classe, il n'y a aucun surveillant avec eux ».

Les parents réclament l'entrée en service d'un second car. Pour appuyer leur revendication, une cinquantaine d'entre eux, lundi ma-

tin, ont bloqué la route de Montauban à Médreac à l'heure du premier passage du car avec des tracteurs et des voitures. Le car est arrivé vide à Saint-Méen-le-Grand, les parents ayant refusé d'envoyer les enfants à l'école ce jour-là.

Les parents ont renouvelé leur action dans la semaine.

L'an dernier déjà, des parents d'élèves de Quédillac dans la même région avaient mené une semblable action avec succès.

Inspection: Le mépris du peuple

Récemment, un inspecteur en lettres s'est pointé dans un CES d'un quartier populaire de Rennes. Le matin, il avait déjà exécuté deux collègues qui donnaient, d'après lui, « des perles aux pourceaux » (les élèves).

L'après-midi, il s'était fait une idée précise de l'établissement : il déclarait, scandalisé et à moitié pleurnichard, « Je n'ai entendu sur mon passage, que propos orduriers, partout une agitation extrême, ce sont des enfants très durs, des voyous ! Qu'est-ce que c'est que ce recrutement ? ! ».

Il faut dire : lorsqu'il est apparu dans ma classe

de 5e, écrasant de mépris, mais cachant mal une certaine frousse, certains dégoûtés, n'ont pu s'empêcher de s'esclaffer, et le fou-rire a menacé. Cependant, désireux de m'aider et, de plus, très capables d'expliquer le texte, les élèves ont magnifiquement participé.

Mais l'un d'eux a confondu « hermétiquement » avec « rapidement » et un autre « lippu » avec « mou ». L'inspecteur a déclaré : « Quelle horreur, ils n'ont absolument aucun vocabulaire, vous avez vu, et, surtout, ils n'en ont pas honte ! ». D'après lui, c'est le milieu populaire qui veut ça, et il a ajouté que, bien-

tôt les gens « cultivés » se distingueront par le refus de la voiture et de la télévision. Comme si c'était les travailleurs les responsables des programmes !

Les élèves ont voulu tout savoir. « Nous, des voyous ? C'est pas vrai ! », ont-ils dit scandalisés eux aussi. « Avoir honte de ne pas savoir ? », mais à quoi, à qui sert l'école alors ? Faut qu'on s'écrase ? ».

L'école bourgeoise est aussi une école du mépris du peuple.

Refusons l'inspection au service de l'école capitaliste !

Correspondante

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

LES PARTIS ET LA PAYSANNERIE

La politique des partis bourgeois traditionnels vis-à-vis de la paysannerie en général et de la petite paysannerie en particulier permet d'établir clairement qu'ils expriment une seule et même position de classe, celle de la grande bourgeoisie. Bien évidemment, suivant les partis et les regroupements d'intérêts qu'ils représentent, les nuances existent tant dans la forme que dans le contenu de leurs politiques ou propositions gouvernementales.

LES PARTIS AU POUVOIR

Pour les petits paysans et les paysans moyens exploités, et aussi pour beaucoup de travailleurs des villes, originaires notamment des régions rurales, la politique des partis au pouvoir depuis une vingtaine d'années est une chose bien connue.

On dit que l'agriculture s'est considérablement transformée depuis la fin des années 50. Ces transformations, bien réelles, ont été opérées sous la houlette de la droite gaulliste et soutenues activement par les giscardiens.

Cette politique, c'est celle de la bourgeoisie monopoliste. Les perspectives de l'ouverture du Marché commun agricole, le fait que la France constitue un large potentiel agricole faiblement exploité, et encore le fait que la décolonisation aboutit à un « sous-emploi » des capitaux, toutes ces raisons amènent la bourgeoisie monopoliste française à s'intéresser de près à l'agriculture. Au début des années 60, la politique du capital financier vis à restaurer, c'est-à-dire à concentrer le

secteur agro-alimentaire au niveau bancaire, industriel et commercial. Le 5e plan gaulliste définit une politique de concentration des industries agro-alimentaires et de la réorganisation des marchés agricoles. Le 6e plan ira encore plus loin et visera au développement particulier des trusts dans ce secteur, qu'ils soient de type « privés » ou « coopératifs ».

Pour permettre l'application de tels plans, qui impliquaient un fort développement de la production agricole et donc de la productivité des travailleurs de la terre, toute une série de mesures furent prises dans le cadre d'une loi d'orientation (5 août 1960) et d'une loi complémentaire (1962).

Ainsi, sous le couvert de « modernisation » de l'agriculture, la bourgeoisie planifiait la liquidation graduelle, mais accélérée de la petite paysannerie. En même temps, que les petits paysans voyaient leurs conditions de travail se dégrader, leur revenu leur permettait de moins en moins de se maintenir ou d'assurer une succession normale.

Sous le ministère Pisani (1) à l'Agriculture, (début des années 60) devaient être jetées les bases qui allaient faire du Crédit agricole, la troisième banque mondiale, reposant sur l'exploitation renforcée des petits et moyens paysans.

Le résultat de cette politique anti-paysanne, d'exploitation et de spoliation c'est l'exode qui s'illustre aisément par quelques chiffres. En vingt ans, c'est plus d'un million d'exploitations agricoles qui ont disparu, représentant plus de deux millions d'hommes et de femmes travaillant sur celles-ci. Les exploitations de moins de 10 ha furent les plus touchées par la liquidation capitaliste, puisque 750 000 sur 1 360 000 disparurent entre 1955 et 1975, (soit 50 %). Les exploitations de 10-20 ha furent également touchées puisque pour la même période elles passent de 500 000 à 280 000.

En vingt ans, des régions agricoles pauvres de notre pays se sont littéralement vidées de leur population travailleuse rurale, et sont devenues véritables déserts. La bourgeoisie monopoliste procède avec le petit paysan comme elle le fait avec l'ouvrier : après l'avoir exploité et spolié des fruits de son travail pendant des années, elle le jette à la rue. Pendant la période relativement pacifique de développement du capitalisme des années 60, cet exode paysan massif devait être absorbé par l'industrie et le commerce qui avait un grand

besoin de main-d'œuvre à bon marché. Avec la crise économique, il n'en est plus de même.

Les différences entre les politiques agricoles des gouvernements gaullistes ou giscardiens sont de pure forme. On retiendra simplement pour Giscard les grandes manœuvres de division des travailleurs des villes et des campagnes à la suite de la sécheresse de l'été 1976 avec le fameux impôt spécial.

Les partis de la majorité actuelle ont largement montré quel était le sens de leur politique agricole et de moins en moins de paysans laborieux ont d'illusions et croient les promesses de ces beaux messieurs.

LE PARTI DE MITTERRAND

Le parti socialiste n'a pas changé. Il est toujours tel qu'il a toujours été : un parti bourgeois réformiste. Aujourd'hui, le PS essaye de donner à sa politique agricole des airs « très à gauche ». En réalité, lorsqu'on examine de près ses propositions, celles-ci s'avèrent très à droite et bénéficient des vœux les plus chaleureux de la grande bourgeoisie.

Ainsi, prenons la question foncière, qui constitue la question-clé des problèmes agricoles. Le PS fait de longues tirades avec des phrases du genre « Non à la terre objet de spéculation, oui à la terre outil de travail ». Quel paysan exploité serait contre de telles affirmations ? Quel paysan est pour la « terre objet de spéculation », alors qu'il est au premier rang de ceux qui ont à souffrir de ceux qui spéculent et cumulent sur les terres dont ils ont un pressant besoin.

Seulement les dirigeants du PS en parlant ainsi oublient tout simplement la question de la propriété de la terre. Ou du moins ils font semblant ici, car ces messieurs ont de beaux projets en ce qui concerne la propriété du sol agricole. Sous une forme à peine voilée, ils remettent au goût du jour un vieux projet de la bourgeoisie, la nationalisation du sol. Donner à l'État capitaliste le contrôle de la terre, et donc aussi faire bénéficier l'État de la rente foncière, voilà en gros le projet du PS pour la terre. Projet aujourd'hui soutenu par le sieur Pisani, ancien ministre gaulliste et membre actuellement du PS. Ce projet du PS est très clairement formulé dans un

document interne du PS en date du 3 mars 1977 et intitulé : « Avant-projet de loi sur la terre ». C'est dans ce projet que le PS propose la mise en place d'offices fonciers contrôlés par l'État qui auraient la possibilité d'acheter et de louer des terres. Quel meilleur moyen d'avoir la mainmise sur la terre pour faire appliquer la politique agricole souhaitée par les grands monopoles capitalistes.

Ce projet du PS n'a jamais été rendu public en l'état. Dans les textes officiels de ce parti publiés à quelques semaines des élections, on ne parle que de « SAFER nouvelles » (2), ce qui revient pratiquement au même, mais choque moins, sans doute...

Il faudrait ajouter pour ne rien oublier d'essentiel dans la politique agricole que propose le PS, son soutien à la coopération et au Crédit agricole qui sont les deux piliers de la politique monopoliste à la campagne. Ce langage, s'il ne trompe guère les petits paysans n'est pas sans illusionner bon nombre de paysans moyens.

LE PCF

En ce qui concerne la coopération et le Crédit agricole, les positions des dirigeants du faux parti communiste français sont quasiment identiques à celles du PS. La seule différence est sans doute que les dirigeants du PCF présentent de telle sorte leur conception de la coopération en régime capitaliste, qu'elle confirme et précise clairement leur projet de renforcement du capitalisme monopoliste d'État.

La coopération, qu'elle soit agricole ou autre, dans le cadre d'un régime capitaliste n'est autre chose que l'organisation au niveau économique d'un « capitalisme collectif ». En agriculture, dans notre pays, la coopérative n'a jamais été autre chose qu'un instrument de l'organisation capitaliste de ce secteur de l'économie. La seule différence avec les entreprises privées, c'est qu'avec la coopération les investissements de base sont supportés par les petits et moyens paysans.

Depuis longtemps, et de plus en plus, les petits et moyens paysans constatent que « leur » coopérative se comporte vis-à-vis d'eux exactement de la même façon que n'importe quelle autre entreprise. Mais les dirigeants du PCF sont des gens bien savants qui viennent tout de suite leur expliquer qu'ils se trompent, parce qu'à la coopérative « c'est eux les patrons », « c'est eux qui décident », « la coopérative leur permet de vendre plus cher et d'acheter moins cher », « la coopérative étant leur propriété, leur bénéfice sont aussi leur propriété », etc.

Aujourd'hui, selon le dirigeants du PCF, la coopération a seulement quelques

petits défauts. Le remède miracle de Dr Marchais et de ses compères : « démocratiser ». Autrement dit, tout le mal ne viendrait que d'un mauvais fonctionnement « démocratique ». La concentration des coopératives à l'image des trusts privés qui aboutit à la constitution de véritables monopoles (l'ULN ou la SODIMA dans les secteurs laitiers par exemple), la politique d'élimination massive des petits producteurs par les coopératives, la fusion du capital coopératif et du capital privé, etc. (...), tout cela n'est qu'affaire de « mauvais fonctionnement ».

En réalité, les dirigeants du PCF développent avec la coopération agricole la même ligne qu'en ce qui concerne les nationalisations. Les formes particulières que revêt le capital dans les entreprises nationalisées ou coopératives en font des instruments efficaces pour donner une base économique au pouvoir bourgeois tel que le conçoivent les révisionnistes.

Pour faire passer leur camelote auprès des petits et moyens paysans les dirigeants du PCF essayent de faire croire que les coopératives constituent des instruments de lutte contre l'exploitation capitaliste à la campagne. On peut lire dans

un de leurs livres, « Quelle agriculture pour la France » (3) qu'« aujourd'hui, c'est encore de sécurité qu'il s'agit en créant un pouvoir économique capable d'affronter celui du secteur capitaliste et monopoliste » (p. 94).

Non seulement, et les travailleurs des champs l'ont bien vu, les coopératives ne constituent pas des instruments de lutte anticapitalistes, mais ce sont des entreprises capitalistes elles-mêmes qui participent à l'exploitation et à la spoliation des paysans laborieux et à l'élimination des plus petits d'entre eux.

Il y aurait encore beaucoup de choses à dire sur les positions du PCF à la campagne. La place manque ici. Mais ses positions bourgeoises sur la coopération sont le reflet de l'ensemble de leur ligne paysanne : une ligne capitaliste.

(1) Pisani, hier ministre de l'Agriculture sous De Gaulle, aujourd'hui sénateur PS et inspirateur d'un projet du PS sur le foncier.

(2) Voir le livre du PS « Réponse à quatre-vingt-neuf questions » qui constitue le programme électoral du PS.

(3) Ce livre paru en 1974 constitue en fait le programme agricole capitaliste des dirigeants du PCF.



Manifestation de paysans dans les années soixante.

RESOLUTION ADOPTÉE AU 3e CONGRES DU PARTI COMMUNISTE MARXISTE-LENINISTE DE FRANCE

Sur le travail du parti à la campagne

Le Parti communiste marxiste-léniniste de France fait siennes les thèses de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung sur le caractère fondamental de l'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pour le succès de la révolution prolétarienne et l'édification du socialisme, garanti par la dictature du prolétariat.

En 1856, Marx a formulé à propos de la situation en Allemagne les vœux suivants : « Tout dépendra en Allemagne de la possibilité de faire appuyer la révolution prolétarienne par une réédition de la guerre des paysans ».

En 1894, Engels, dans son célèbre écrit « La question paysanne en France et en Allemagne » a précisé : « Plus grand sera le nombre des paysans auxquels nous éviterons la chute dans le prolétariat, que nous pourrions conquérir en tant que paysans, plus la transformation sociale sera rapide et facile ».

Lénine indiquait plus tard : « Ce n'est que dans le renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans que git la libération générale de toute l'humanité ».

Mao Tsé-toung a largement contribué à mettre en lumière les thèses de Marx et Lénine sur la question paysanne. Dans la pratique concrète de la révolution chinoise, et sous sa direction, il a résolu avec succès cette question-clé de la révolution. Il a montré que, quelle que soit l'étape de la révolution, la paysannerie laborieuse n'est pas un allié temporaire pour le prolétariat révolutionnaire. Il a montré, au contraire, que les travailleurs de la terre en tant que producteurs avaient toute leur place dans la lutte de classe pour la révolution prolétarienne et l'édification du socialisme, suivant la voie tracée par le marxisme-léninisme, et cela jusqu'au communisme.

La pratique, tant de la révolution de démocratie nouvelle dans les pays

dominés par l'impérialisme que de la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes, a montré, par ses succès comme par ses échecs temporaires, l'importance de premier plan que revêtait pour la victoire révolutionnaire, dirigée par le parti prolétarien, l'union des ouvriers et des paysans laborieux. Toutes ces expériences ont montré clairement que notre parti devait porter une grande attention au développement de son travail politique, idéologique et d'organisation dans les campagnes.

Les marxistes-léninistes rejettent les théories bourgeoises sur l'existence d'un prétendu « monde paysan » en France qui serait homogène et où tous les paysans auraient les mêmes intérêts.

Au contraire, après avoir procédé à une première enquête d'envergure nationale à la campagne, les marxistes-léninistes distinguent diverses classes et couches sociales : le prolétariat agricole, isolé ou des grandes entreprises agricoles capitalistes ; le semi-prolétariat, composé pour la majorité des paysans-ouvriers à temps partiel ; la petite paysannerie exploitée et spoliée par le capital financier et la grande propriété foncière ; la paysannerie moyenne, avec une couche inférieure exploitée et endettée et une couche supérieure aisée ; et enfin, la grosse paysannerie, dont le revenu principal provient de l'exploitation du travail salarié.

Ces dernières années, sous la domination du capitalisme monopoliste d'État, la différenciation des classes et couches sociales à la campagne s'est accélérée.

Si l'on considère leur évolution d'un point de vue d'ensemble, le prolétariat agricole, le semi-prolétariat, les petits paysans et les paysans moyens de la couche inférieure n'ont cessé de s'appauvrir, tandis que les paysans riches et moyens riches ne cessaient de s'enrichir.

Le capitalisme monopoliste d'État, c'est l'exploitation et la spoliation de la paysannerie laborieuse et tout particulièrement de la petite paysannerie, hommes, femmes, aides-familiaux. C'est ce qu'a montré l'exode rural massif des petits paysans et d'une masse importante de jeunes, ces vingt dernières années. C'est aussi ce que montre la crise agricole de ces quatre ans passés par la baisse absolue du revenu des paysans laborieux et par l'accélération de la ruine des paysans les plus pauvres. C'est ce qu'a montré la participation active de la bourgeoisie monopoliste française à la mise en place du Marché commun agricole, qui a renforcé l'exploitation des travailleurs de la terre de notre pays en renforçant la concentration des monopoles industriels, commerciaux et bancaires du secteur agro-alimentaire.

Le travail politique et la méthode que le parti applique et suit à la campagne s'appuie sur le principe de prendre pour base les éléments prolétariens et semi-prolétariens, et de s'appuyer résolument sur la masse des petits paysans et paysans moyens de la couche inférieure, pour gagner cet ensemble à la grande cause de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat.

Depuis fort longtemps déjà, les dirigeants révisionnistes du parti qu'ils nomment « communiste » ont trahi les enseignements du marxisme-léninisme sur cette question. Dans les usines, ils ont contribué à propager les absurdités réactionnaires suivant lesquelles « les paysans sont contre-révolutionnaires et ne méritent pas d'attention ». Dans les usines, ils se sont opposés, dans les sections syndicales qu'ils contrôlaient, au soutien des paysans au mouvement revendicatif ouvrier ou au soutien ouvrier au mouvement revendicatif des travailleurs des champs. Dans les campagnes, ils ont renié, en théorie et en pratique,

toute distinction correcte entre les classes et couches de la paysannerie sous le couvert « d'exploitation familiale ». Ils appellent les paysans à soutenir leurs tentatives d'infiltration à la tête des appareils et des organismes responsables de l'exploitation capitaliste à la campagne (Crédit agricole, « coopérative », chambres d'Agriculture, SAFER, etc.).

Là où les dirigeants révisionnistes du PCF ont des organisations à la campagne, le parti mènera la lutte du tac-au-fac contre leurs pratiques et leur influence. Dans les régions où l'influence et l'organisation sont inexistantes ou très faibles, le travail du parti consistera à prévenir le révisionnisme par la propagande et l'éducation.

La paysannerie laborieuse de notre pays a toujours payé de son sang le prix des guerres déclenchées par les impérialistes et désire plus que jamais la paix. Mais si une ou deux super-puissances venaient à déclencher une guerre d'agression, les marxistes-léninistes tiennent compte du rôle de la paysannerie laborieuse et de la place stratégique des campagnes dans une guerre de libération nationale ; guerre que le parti lie étroitement aux tâches de la révolution prolétarienne.

Les marxistes-léninistes soutiennent et luttent pour la satisfaction des revendications immédiates du prolétariat agricole, notamment pour des salaires et des conditions de travail décentes, contre les licenciements, pour l'application de la loi sur les 40 h, ainsi que pour les libertés syndicales et politiques.

Les marxistes-léninistes soutiennent et luttent pour la satisfaction des revendications des semi-prolétaires, des petits paysans et paysans moyens de la couche inférieure, en prenant pour base l'intérêt prioritaire des plus pauvres, notamment en ce qui concerne la terre et les questions liées au revenu agricole. Ils mènent la lutte dans ce

Nous avons reçu du PCMLF un certain nombre de résolutions issues de son 3e congrès. L'essentiel des résolutions sera publié dans le bimensuel No 26 (16 février).



Edgar Pisani, quand il était ministre de l'Agriculture, dans un gouvernement de De Gaulle. Il est actuellement membre du PS.



(SUITE DES PAGES 4 ET 5)

Renforçons nos liens avec la paysannerie laborieuse

L'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, créée à l'initiative des deux partis, le Parti communiste marxiste-léniniste de France et le Parti communiste révolutionnaire (marxiste-léniniste) pour mener à bien la bataille politique de 1978 pose, dans son appellation même, la question-clé de toute organisation de masse, anticapitaliste et antirévolutionniste, la question de l'UNION des ouvriers et des paysans.

Dans ce sens, la résolution du 3e Congrès du PCMLF définit clairement les tâches des communistes marxistes-léninistes : renforcer les liens du parti avec la paysannerie laborieuse et en particulier avec la petite paysannerie.

« Sans les travailleurs des champs, pas de victoire révolutionnaire possible » indique la résolution du Congrès. Assumer cela est fondamental pour une juste application du mot d'ordre stratégique et tactique « Classe contre classe ». La contradiction fondamentale et principale dans notre pays est entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le prolétariat « n'a rien d'autre à perdre que ses chaînes » d'esclave salarié, c'est en cela qu'il constitue la force principale et dirigeante de la révolution prolétarienne. Mais la tâche du prolétariat révolutionnaire n'est pas sa propre émancipation politique et sociale, c'est celle de l'émancipation du peuple, et en particulier de la paysannerie travailleuse productrice des biens de base nécessaires à toute vie sociale. Lénine ne disait-il pas, comme le souligne la résolution que « ce n'est que dans le renforcement de l'alliance des ouvriers et des paysans que gît la libération générale de toute l'humanité ».

Lénine tirait cet enseignement des expériences négatives et positives du mouvement ouvrier révolutionnaire, tant de l'échec de la Commune de Paris que de la victoire de la Grande révolution socialiste d'Octobre 1917.

Cela ne s'est-il pas encore trouvé confirmé depuis soixante années ? Cela ne se trouve-t-il pas illustré à l'échelle mondiale toute entière par la mise en place progressive d'un vaste front uni antihégémonique, dont la base repose sur l'alliance du prolétariat révolutionnaire internationale et des peuples du tiers monde, composé à 90 % de paysans pauvres et moyens-pauvres ? Ce front uni mondial n'est-il pas une application des thèses de Marx et Lénine, enrichi par Mao Tsé-toung dans la pratique même d'un tel type de Front lors de trente années de guerre révolutionnaire en Chine ?

Au niveau de notre pays, nous avons la tâche de construire un tel type de « Front uni » contre le capitalisme et le révisionnisme. La base d'un tel front n'est autre que la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse.

Renforcer le travail du parti en direction des classes et couches les plus pauvres et les plus exploitées de la paysannerie est une tâche importante et fondamentale pour l'avenir et l'issue victorieuse des luttes révolutionnaires du prolétariat et du peuple.

La résolution du 3e Congrès sur le travail à la campagne fixe l'orientation et les tâches des communistes dans ce domaine, pour faire que le parti soit encore plus fort parmi les ouvriers et les paysans.



Cette brochure explicative, documentée, et richement illustrée explique la portée du mot d'ordre « La vigne à ceux qui la travaillent ».

PRIX : 2,50 F

Passez vos commandes à notre adresse.

Grève des postiers

Il faut continuer la lutte



Lundi, le mouvement s'est poursuivi dans tous les centres de tri et Montparnasse est occupé. Le chef de cabinet de Ségard, un dénommé De Tavernost, a envoyé une note à tous les services, où il s'efforce de justifier le licenciement de Llamas et l'intervention des flics. Ce sont les arguments les plus éculés de la droite qui sont avancés, si chers aux dirigeants de FO.

Cette affaire est bien gênante pour ces bourgeois, qui nous ont rabattu les oreilles avec le soi-disant effort fait pour réduire le chômage des jeunes, et qui sont la preuve que l'administration se comporte comme n'importe quel capitaliste classique : la crise est une aubaine pour elle, puisqu'elle lui permet d'embaucher des jeunes en les

sous-payant. Les vacataires

ont 1 350 F par mois.

A Créteil, les dirigeants de FO, jusqu'à la fin de la semaine dernière pouvaient aller dans le centre malgré l'occupation et le travail de sape continué qu'ils ont fait, mais leur collaboration avec l'administration et plus tard avec les flics, a mis un terme à la patience des occupants vis-à-vis de ces traitres dont trois ou quatre ont été bossés alors que les flics étaient toujours dans les services.

A Créteil, mardi 8, la combativité et le nombre de grévistes étaient toujours très forts.

L'intervention des flics avait posé des problèmes d'organisation. En effet, le centre était un lieu d'animation et de ralliement, permettant aux travailleurs de mieux contrôler leur grève.

Une réunion des mili-

tants CGT des CTA de banlieue a décidé d'élaborer une plateforme spécifique aux CT de banlieue. Dans ces centres très récents, les travailleurs sont pour leur grande majorité des jeunes et les révisionnistes y sont peu implantés.

Une manifestation a lieu demain à Créteil. De même un gala de solidarité est prévu pour samedi.

Alors que des CTA de province se sont mis en grève, d'autres CTA de banlieue (Meaux et Issy), parlent d'occupation.

A Montparnasse, la combativité est encore très forte.

A Austerlitz, PLM, Brune, Clignancourt, les grévistes ont repris le boulot, parfois après un vote. Dans ces centres, l'effet démobilisateur des grèves-bidons de 24 H., sans parler de l'argument des révisionnistes, « c'est la veille des élec-

tions », a certainement joué. A Austerlitz, les grévistes ont décidé qu'ils n'appelleraient plus à des grèves catégorielles. Les 5 000 manifestants de lundi, devant le ministère, attendaient autre chose que le flou où les ont volontairement laissés les directions syndicales. De même un travail suffisant d'explications auprès des non-grévistes n'a pas été fait. Passer en masse dans les services, organiser la popularisation de la lutte cela aurait permis de donner de l'impulsion au mouvement et de rallier les non-grévistes.

Continuons à nous battre pour la réintégration de Llamas, de Kup, contre les licenciements de Michel Jacquot, de Françoise Laplace, et les autres cas concrets de répression.

Et pour nos revendications !

Depuis 68, la CGT a perdu de l'influence

D'après ses propres chiffres, la CGT aurait perdu des voix durant la période du 15 septembre au 31 décembre 1977. Dans 238 entreprises recensées, la CGT déclare avoir obtenu 58,80 % des suffrages au lieu de 59,69 % durant la même période de 1976.

Cette perte d'influence peut paraître minime. Cependant, il faut la replacer dans un cadre plus général. Ainsi les premiers résultats d'élection de 1978 montrent que la CGT a perdu un pourcentage de voix appréciable par rapport aux élections d'il y a un an, dans certaines entreprises telles que Renault, au Crédit du Nord ou à la RATP où la perte se situe entre moins 4 et moins 10 %.

Plus généralement, l'évolution des effectifs de la CGT, ces dix dernières années, indique que la perte d'influence de la CGT est sensible. D'après FO, le pourcentage des voix obtenues par la CGT est passé de 48,3 % en 67-68 à 42 % en 76-77. D'après la Fédération Métallurgie CFDT, ce pourcentage est passé, en dix ans, de 56,3 % à 45,69 %.

D'après le ministère du Travail, les pourcentages de voix obtenus par la CGT aux élections de comités d'entreprises sont passés de 50,8 % en 1966 à 44,1 % en 1972, et à 42 % en 1974. Ces statistiques n'ont

qu'une valeur indicative. Cependant, malgré leurs origines diverses, elles vont dans le même sens, et l'on peut penser qu'elles indiquent correctement la tendance à la perte d'influence de la CGT.

• Douai (Nord) Octobre aujourd'hui PAR LE THEATRE DU PRINTEMPS

Jeudi 9 février à 20h30

Maison des jeunes et de la culture

Grève des quatre centres de l'Institut national audiovisuel

L'Institut national d'audiovisuel est un institut issu de l'ORTF. Tout a commencé à Bry-sur-Marne comme cela a commencé à Créteil centre de tri CTA, par le licenciement d'une hors-statut. Patricia Guy, travaillait à Bry depuis deux ans et la direction décida de la licencier le 27 janvier.

Dans l'ensemble de l'INA, 50 % du personnel n'est pas titulaire et a des contrats de toutes sortes (occasionnels, hors-statut, cachetiers, etc.). Comme à Créteil centre de tri CTA, les travailleurs de l'INA à Bry ont décidé que Patricia Guy continuerait à travailler et que tout le monde l'accompagnerait à son poste de travail. Ce qui fut fait.

De nombreuses assemblées générales se sont tenues depuis le début de la semaine dernière. Une plateforme fut mise sur pied par tous mardi dernier : refus de tout licenciement, respect du statut pour la création de postes nécessaires au fonctionnement du centre de Bry-sur-Marne, application des règles statutaires en matière de définition de fonction et de promotion, etc.

La combativité est grande. Les

assemblées générales ont réuni jusqu'à 120 personnes (mercredi dernier). Les travailleurs dirigent la grève et la plus large démocratie a régné pour l'élaboration de la plateforme, chaque proposition étant mise aux voix.

Mais les responsables locaux de la CGT ne semblent pas être prêts à suivre le mouvement, à le renforcer, bien au contraire. Mercredi dernier, ils s'abstenaient dans le vote pour la reconduction de la grève. A la suite de cette initiative les adhérents de la CGT exigèrent une réunion de section.

Jeudi dernier, ce sont 160 personnes qui étaient à l'assemblée générale, ce qui est considérable pour Bry.

Le centre était occupé par les grévistes qui entendaient bien exercer toute la pression nécessaire à la satisfaction de leurs justes revendications.

Dimanche les flics sont intervenus et ont expulsé les grévistes-occupants. Lundi, le centre était réoccupé et les quatre principaux centres parisiens de l'INA étaient en grève.

Cette grève est bien engagée. Les travailleurs de l'ex-ORTF sont toujours dans la lutte. Notre solidarité doit être importante avec eux comme avec les postiers.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Gisèle Halimi au nom du mouvement «Choisir» «Pas de consigne de vote au second tour»

Gisèle Halimi a annoncé, mardi, que le mouvement « Choisir » présentera cinquante candidates et cinquante suppléantes aux prochaines élections. Au second tour, il ne donnera aucune consigne de vote, ni pour la gauche ni pour la droite. Cette décision prend un relief particulier quand on sait que certaines candidates sont membres du PS ou d'organismes proches du PCF.

Cette décision annoncée mardi n'a pas été sans faire de remous à gauche. Et il semble que ce ne soit qu'un début.

« EN TOUTE CONNAISSANCE DE CAUSE »

Dès le début de sa conférence de presse, Gisèle Halimi a précisé : « La droite droitiste ? Elle tient la femme pour la plus noble conquête de l'homme ». Aucune illusion non plus sur les réformateurs et autres centristes, ni sur l'efficacité du secrétariat d'État à la Condition féminine, créé par Giscard.

Face à la gauche, une position moins claire, mais relativement ferme, tout au moins sur la condition de la femme : la gauche au pouvoir, cela ne suffira pas à libérer la femme.

C'est au nom de cette lutte pour la libération de la femme, et après avoir constaté qu'aucun parti ni de droite ni de gauche ne reprend en compte les aspirations des femmes, que le mouvement « Choisir » ne donnera pas de consigne de vote au second tour.

« GISCARD D'ESTAING TIEND LE MEME DISCOURS »

« Giscard d'Estaing tient le même discours », cette phrase hargneuse est le commentaire que fait l'« Humanité » à propos de cet événement. Le journal du PCF revient une deuxième

fois sur cette idée : « Ce discours-là du changement (celui du mouvement « Choisir ») nous l'entendons depuis 1974 du côté du président de la République ».

Nous avons de toute façon l'habitude de voir les dirigeants du PCF rejeter comme « agents de la droite » tous ceux qui émettent même le moindre doute sur la politique de Marchais. Mais ici, un autre fait vient renforcer la hargne de l'« Humanité » : parmi ces candidates, on trouve des membres du Parti socialiste, de l'Union des femmes françaises (organisme du PCF) et du Mouvement de la paix (fort influencé par le PCF, au sommet surtout).

Que des militantes de gauche se mettent à contester la capacité de leurs partis à défendre leurs intérêts, qu'elles présentent des candidates et refusent le principe du désistement à gauche au second tour, voilà qui n'est pas fait pour plaire à nos grands leaders de la gauche, si féministes pourtant en période électorale.

Décidément, messieurs Marchais et Mitterrand, les choses sont plus compliquées que vous ne le croyez. Le mouvement de rejet de la gauche et de la droite qui se dessine de façon plus ou moins claire ici ou là, risque d'être plus puissant que vous ne le croyez.

« Choisir »

Le mouvement « Choisir » dont l'avocate Gisèle Halimi est une figure connue, a été créé en 1972 pour lutter en faveur de la libéralisation de l'avortement et de la contraception. Ces derniers temps, ce groupe a milité activement pour que le viol soit reconnu comme un crime et traité par les tribunaux d'assises. « Choisir » a décidé d'étendre maintenant son objectif et de militer pour la libération de l'ensemble de la condition féminine.

« Choisir » participait au meeting du 5 février, à la Mutualité, dont nous avons rendu compte dans notre édition d'hier.

Le mouvement a publié un programme pour l'amélioration de la condition de la femme « Le Programme commun des femmes », dont le nom est équivoque, mais qui ne doit pas être confondu avec « un Programme commun de la gauche pour les femmes ».

En pleine période électorale DANGEREUX DEPLOIEMENT POLICIER



Contrôle de police, mitraille au poing : la vie quotidienne à Paris. Selon le ministère : la plus grande mobilisation policière depuis mai-juin 1968.

Mardi 7 février, 16 h, métro République, à Paris. Des policiers armés de mitraillettes. Contrôle systématique des identités, fouille des sacs à main, petit interrogatoire au passage... Une scène que les Parisiens vivent plusieurs fois par jour. A qui fera-t-on croire que de tels contrôles permettront de libérer le baron Empain (que l'on recherche de fait en Italie) ou le juge Daix que ses ravisseurs ne transportent sûrement pas dans le métro, et encore moins dans un sac à main...

Au même moment, Bonnet, ministre de la Police, devisait avec Defferre à la télévision. Tous deux dénonçaient le climat de violence actuel, tous deux tombaient d'accord : il faut plus de policiers. Un seul point les divisait : Defferre reprochait à Bonnet d'avoir diminué le nombre de policiers depuis qu'il est ministre, ce que Bonnet nie avec vigueur...

A UN MOIS DES ELECTIONS

Il n'est pas innocent que cet encadrement policier des travailleurs dans le métro,

au coin des rues, sur les boulevards ou les routes se produise en pleine période électorale.

Nos lecteurs se souviennent peut-être des déclarations de l'ancien secrétaire d'un syndicat de gardiens de prison révélant que, lors des élections présidentielles de 1974, le gouvernement avait demandé de libérer 2 000 cellules à Paris pour le soir des élections.

L'encadrement policier, sous prétexte de lutte anti-mafia, n'est que la partie visible du vaste encadrement policier mis en place par la bourgeoisie pour des raisons politiques, entre autres, l'in-

certitude où la place le prochain scrutin électorale.

DE QUOI A PEUR LA BOURGEOISIE

Les politiciens bourgeois aujourd'hui au pouvoir n'ont pas peur, au fond, de l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ce n'est pas cela qui justifie à leurs yeux les mesures d'encadrement policier actuelles.

Bien sûr, la droite ne manque pas une occasion de s'en prendre à son rival pour le pouvoir : les leaders de la gauche. Mais nous avons maintenant l'habitude des discours électoraux. En fait, les dirigeants de la gauche ne réclament-ils pas, eux aussi, le renforcement de l'ordre, de la police, son amélioration dans le sens de l'efficacité ? Ne jurent-ils pas, dès aujourd'hui, fidélité à la constitution ? Non, pour la bourgeoisie, le danger ne vient pas de là.

Le danger vient du mécontentement grandissant des travailleurs face à la politique d'austérité de Barre-Giscard et de leur refus de plus en plus net de soutenir une politique « de gauche » chaque jour plus discréditée.

CE QUE L'ON EXPERIMENTE AUJOURD'HUI

Un nombre grandissant de travailleurs savent que, quel que soit le résultat des élections du 19 mars, il faudra lutter pour avoir satisfaction. Comment faire confiance, une fois encore, à Barre et Cie ? Comment faire confiance à des arrivistes bourgeois comme Marchais ou Mitterrand, qui se battent sous nos yeux pour des portefeuilles ministériels ?

C'est ce refus grandissant de la politique bourgeoise qui effraie le gouvernement. L'encadrement policier qu'elle expérimente aujourd'hui, il compte s'en servir demain contre les travailleurs.

INFORMATION IMPORTANTE TOUS LES CANDIDATS DE L'UNION OUVRIERE ET PAYSANNE POUR LA DEMOCRATIE PROLETARIENNE

Afin de permettre au Comité national d'effectuer les démarches nécessaires en vue de l'accès à la télévision et aux chaînes de radio pendant la campagne électorale, chaque candidat titulaire est prié de nous adresser d'urgence une déclaration écrite de sa main dont voici le modèle :

« Je soussigné, Monsieur (ou Madame) X, candidat titulaire aux élections législatives de mars 1978 dans la circonscription du département de, certifie sur l'honneur être adhérent de « l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne » et n'appartenir à aucun groupe parlementaire. »

Fait à, le 7 février 1978
Signature.

Gennevilliers

Meeting de l'Union ouvrière et paysanne pour la démocratie prolétarienne, le vendredi 10 février à 20 h 30 à la bourse du Travail.

24 RAPTS EN TROIS ANS

Nous publions ici une liste (non complète) des enlèvements survenus en France depuis trois ans. Il y en a eu 24 en tout.

Cette liste permet de voir tout d'abord qu'il ne s'agit pas d'un phénomène si nouveau que cela et que si on lui donne tant d'ampleur aujourd'hui, c'est sans aucun doute pour des raisons politiques.

De plus, les vingt-quatre enlèvements effectués en France en trois ans l'ont tous été par la mafia, souvent contre rançon. Aucun pour des raisons qui se voudraient « politiques ».

24 mars 1975 : enlèvement d'Antranik Paroutian, trafiquant de stupéfiants à Marseille.

24 mai 1975 : enlèvement du roi du tapis, Jean Bitan.

15 octobre 1975 : enlèvement de Louis Morlet, notaire.

31 décembre 1975 : enlèvement de Louis Hazan, PDG de Philips Phonogram.

19 janvier 1976 : enlèvement de Bernard Bourgeois, directeur d'un magasin de Montargis.

4 février 1976 : enlèvement de Guy Thodoroff, fils de l'importateur de BMW en France.

19 juin 1976 : enlèvement de Christian Leroy et Muriel Ferrari, affaire de gangstérisme, présentée sous le nom d'affaire des « Brigades rouges ».

24 juillet 1976 : enlèvement d'Olga Moissenko, c'est la suite de l'affaire des « Brigades rouges ».

26 septembre 1976 : enlèvement de François Fériel, homme d'affaires.

11 janvier 1977 : enlèvement de Richard Frojo, fils d'un bijoutier de Marseille.

12 avril 1977 : enlèvement de Revelli-Beaumont, PDG de Fiat-France.

9 août 1977 : enlèvement du banquier Bernard Mallet, à Paris.

6 septembre 1977 : enlèvement de Roland Simon, PDG d'une dizaine de sociétés de la banlieue lyonnaise.

Enfin, le 23 janvier 1978 : enlèvement d'Empain et le 6 février, enlèvement du juge Daix.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

SAINT-ETIENNE ET SA REGION

Un riche passé de luttes

Saint-Étienne compte plus de 220 000 habitants, avec les banlieues ouvrières de Saint-Chamond, Firminy, La Ricamarie. Rive de Gier, Unieux, Le Chambon-Feugerolles, on atteint le double. C'est une ville et une région ouvrières qui a connu un grand passé de luttes, notamment chez les mineurs. Ce fut la grande grève des mineurs, en 1896, à La Ricamarie où de violents affrontements eurent lieu avec la troupe et firent de nombreux morts. En 1963, éclate l'une des plus dures grèves des mineurs qui dura trois mois pour l'augmentation des salaires et les conditions de travail. C'est d'ailleurs, à l'issue de cette grève de 1963, que De Gaulle fit instituer le préavis de grève de cinq jours dans le secteur public.

Saint-Étienne se compose de deux grandes zones industrielles. Au sud, dans le quartier de la Rivière, on trouve Peugeot, Jacquemard, Mercier. On y trouve aussi l'hôpital Bellevue. Au nord, dans le quartier du Marais, s'étend une nouvelle zone industrielle avec Creusot-Loire, Europ-Transmission, Emault Somua, les Acieries du Furan, Soma, les Forges stéphanoises. Au centre de la ville s'étend Manufrance et également la manufacture d'armes de Saint-Étienne (la MAS).

Une nouvelle zone industrielle s'implante à l'ouest de Saint-Étienne, plus précisément à Andrézieux-Bouthéon, avec les Benne Marrel qui, avant, se trouvaient dans le quartier Rivière. Il y a aussi Berliet.

Deux grandes vallées industrielles encadrent Saint-Étienne : la vallée de l'Ondaine (La Ricamarie, Firminy, Le Chambon-Feugerolles). A La Ricamarie, se situent le dernier puits de mine en exploitation aujourd'hui et une centrale thermique au charbon vouée au dynamitage. La cockerie qui se trouvait entre les deux a été rasée. A part cela, Creusot-Loire est omniprésent et emploie

plus de 15 000 ouvriers sur Saint-Étienne, Firminy, Saint-Chamond, Unieux.

La deuxième vallée, c'est celle du Gier en remontant sur Lyon. Là, on découvre Saint-Chamond, Rive de Gier, Givors. A Rive de Gier, se situent les aciéries Marrel, absorbées par Creusot-Loire. A Saint-Chamond, outre Creusot-Loire, il y a J.B Martin.

A Saint-Étienne, vu l'ampleur des industries, le prolétariat immigré est fortement représenté : Algériens, Marocains, Italiens, Portugais, Espagnols. Dans le département de la Loire, on comptait 65 920 travailleurs immigrés, fin 1872. 47 % de ces travailleurs venaient du Maghreb. Les immigrés ont participé activement aux luttes de la classe ouvrière sur Saint-Étienne, notamment à Ixeco, Mail, Furnon, Somua, etc. En 1973, 51 travailleurs immigrés ont fait la grève de la faim, dans le quartier Beaubrun, pour la régularisation des papiers, contre la circulaire Fontanet. Elle fut victorieuse au bout de 41 jours. A cette occasion, les militants marxistes-léninistes eurent des contacts étroits avec les travailleurs immigrés.

Les immigrés sont concentrés dans plusieurs endroits : l'îlot Tarentaise, près du centre de la ville, îlot voué aussi à la démolition, déjà bien entamée. A part ça, les immigrés ont été refoulés à la périphérie, notamment à Montreynaud, nouveau quartier situé sur d'anciennes prairies au nord du quartier du Marais, sur une colline à plusieurs kilomètres du centre ville. Il y a peu de moyens de communications.

Dans ce quartier HLM, il y a des HLM pour Français et des HLM pour immigrés, et il est impossible à un immigré d'aller dans un HLM pour Français. A part un petit centre commercial, un commissariat de police, il n'y a rien. Les contrôles de flics sont quotidiens.

les forces politiques

D'abord, il est utile de préciser qu'au niveau du département de la Loire, toutes les villes de grande et moyenne importance, sont aux mains des ex-union de la gauche. La municipalité de Saint-Étienne est aux mains du PCF ainsi que la Ricamarie, Firminy. Celles de Saint-Chamond et Roanne dans celles du PS. Rive de Gier et Le Chambon sont gérées par l'« Union de la gauche ». Cette division des grandes et moyennes villes entre le PS et PCF est importante à signaler, d'autant plus qu'il y a quelques années, le PS ne représentait rien ou quasi rien dans la Loire.

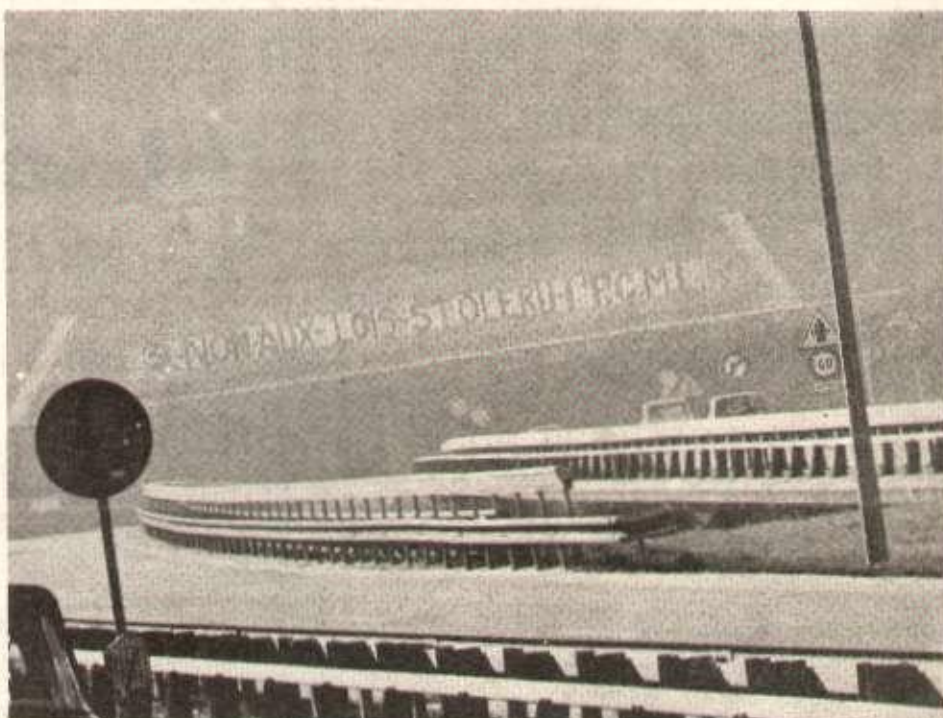
Traditionnellement, le PCF est très implanté sur le département. Cela tient à la grande concentration ouvrière, au passé de luttes du PCF, notamment pendant la Résistance. Les anciens racontent qu'au sortir de la guerre, il y avait des

queues interminables devant le local du PCF, à Saint-Étienne, pour adhérer. Les maquis étaient assez forts dans la région, notamment dans les montagnes.

Sanguedolce, d'ailleurs, ne se prive pas de rappeler, à chaque occasion, qu'il a été mineur et résistant. Tout cela profite au PCF qui conserve encore des bastions. Pour donner un ordre d'idée, à Manufrance, il y a une cellule par atelier ainsi qu'à la MAS.

Le PS, lui, a beaucoup profité de l'arrivée dans ses rangs des anciens du PSU. C'est le CERES qui est hégémonique. Les anciens du PS sont allés rejoindre les radicaux de gauche. L'UL-CFDT de la Loire est dirigée par le CERES. Cela a fait un apport de militants actifs et les gens du CERES mènent une politique activement pro-PCF.

Les partis de la droite traditionnel-



Bombage du PCMLF sur le pont de l'autoroute menant à Valence (Saint-Étienne).

le sont soutenus activement par les patrons du coin : à Saint-Étienne, outre Durafour, un radical, Neuwirth, un RPR.

Furnon (toujours lui) recrutait des gros bras pour Peugeot, il était lié à Durafour. Aujourd'hui, il présente ses propres candidats sous le sigle de l'« Union des Français de bon sens » (UFBS).

C'est qu'à Saint-Étienne, les fascistes sont présents. Outre le Parti des forces nouvelles (PFN) et le Front national (FN), il existe toute une série de bandes fascistes et de gros bras recrutés par le biais des Benne Marrel ou de Furnon. Il existe aussi le « Cercle des Algériens pour le retour de la terre algérienne dans la patrie française ».

Actifs et influents, ils ont fait pression sur la municipalité Durafour, en 1974, pour qu'elle refuse une salle aux camarades afin de fêter le 20^e anniversaire du déclenchement de la lutte armée en Algérie. La municipalité a refusé de donner la salle. A Saint-Étienne, existe ce qu'on appelle communément le « milieu », c'est-à-dire des truands qui, le cas échéant, servent de gros bras, recrutent des briseurs de grève ou alimentent les caisses des partis politiques liés à la majorité. Ceux qu'on appelle les « Stéphanais », ce sont aussi les gros bras de la Confédération des syndicats libres (CSL anciennement CFT) de Peugeot, Citroën, Simca-Chrysler. Tous ces gens-là se soutiennent mutuellement au cours des campagnes électorales.

les dernières municipales

Sanguedolce a remplacé Durafour à la tête de la municipalité. Durafour avait été élu alors qu'il était encore dans l'opposition. Il avait derrière lui une sorte de « prestige local » au niveau de la municipalité si bien qu'un grand nombre de gens lui accordaient une certaine confiance. Beaucoup d'ouvriers avaient voté pour lui. D'ailleurs, à Saint-Étienne, il y a une vieille implantation radicale,

sous le Front populaire et même avant. Nous ne sommes pas loin de Lyon où régnait Edouard Herriot. A la tête de la municipalité, Durafour a mené une politique de prestige. Il a fait construire le Centre-Deux avec de luxueux immeubles. Il a soutenu à fond l'Association sportive de Saint-Étienne. Il a laissé 84 millions de dettes en partant. Il a

fait refaire l'Hôtel de Ville, fait construire une superbe maison de la culture dont l'entretien revient, à lui seul, à un ou deux millions de centimes par jour. Il a chassé les ouvriers du centre ville, notamment les immigrés. Tout cela, et entre autres le fait qu'il favorisait ses petits copains pour les contrats, a contribué à écrouler pas mal de gens.

Et puis surtout, il a été ministre du Travail. Les « licenciés Durafour », le chômage accru, tout cela a fini de démolir son image de marque.

Ce qu'il faut bien savoir, c'est que Sanguedolce a été élu contre Durafour et non sur la base de ses promesses ou de sa politique. Les gens en avaient marre de Durafour.



Le quartier Beaubrun voué aux pioches des démolisseurs.